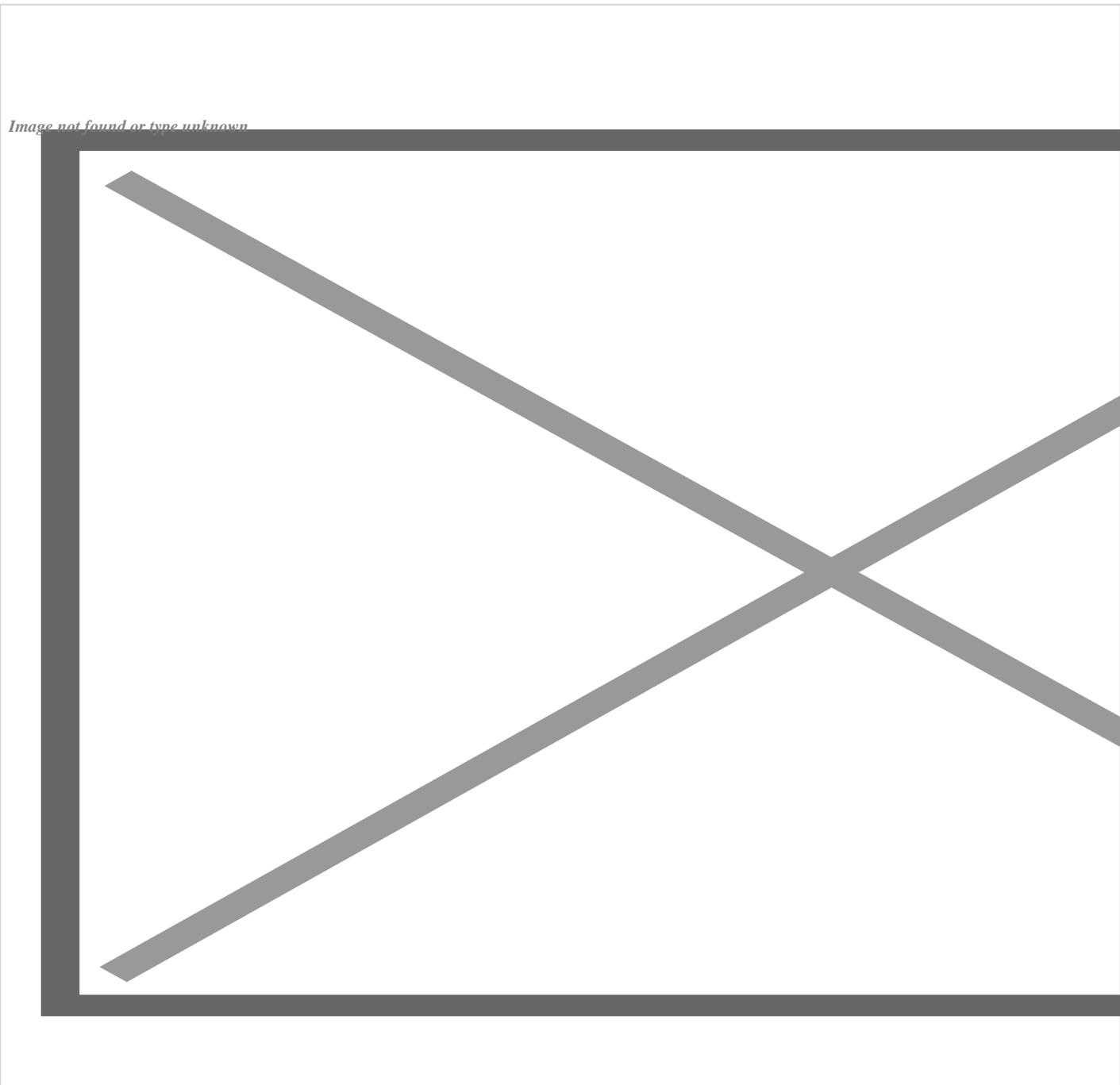


Le Congrès colombien reprend le débat sur la réforme du système de santé

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Le débat se poursuivra cette semaine au Congrès sur la réforme de la santé, une proposition du gouvernement du président colombien Gustavo Petro visant à transformer le système de santé, largement dominé par le secteur privé, afin de faire de l'accès aux soins de santé un droit universel et inclusif.

Cette initiative, qui constitue l'une des principales promesses électorales du président, vise, comme ce dernier l'a déclaré, à faire en sorte que les soins de santé cessent d'être une activité commerciale et garantissent véritablement le bien-être des citoyens.

Actuellement, le système est régi par ce que l'on appelle les EPS (*Entidades Promotoras de Salud*, en français, **Entités Promotrice de Santé**), qui ont été au centre de la critique publique en raison de scandales de corruption et ont été accusées de faire passer leurs intérêts économiques avant ceux de leurs patients.

En fait, au cours des quatre dernières années, le système judiciaire de la nation sud-américaine a condamné 22 anciens fonctionnaires des EPS pour leur implication dans le détournement des ressources du système de santé colombien.

Médicaments pour les personnes décédées, falsification de documents relatifs aux dossiers médicaux et traitements coûteux pour les maladies supposées de certains patients sont quelques-unes des méthodes criminelles utilisées pour s'emparer de l'argent de l'État.

Selon les autorités, rien que de janvier à juillet de l'année dernière, plus de 700 000 plaintes, dénonciations et pétitions ont été déposées contre les SPE par des patients ayant besoin d'une assistance immédiate.

Un autre défaut du système de santé actuel est que les soins ne sont pas accessibles à tous de la même manière. Pour les habitants des zones rurales, l'accès aux centres médicaux est extrêmement difficile, car ils doivent souvent parcourir de longues distances.

Selon les chiffres officiels, quelque 600 municipalités ne disposent pas de poste médical à la campagne et 300 n'ont pas non plus de salle d'accouchement.

Les taux de mortalité maternelle les plus élevés sont concentrés dans les zones rurales, car les services de santé et de planification familiale sont inabordables.

Ce sont ces inégalités que le gouvernement actuel veut éliminer avec sa proposition de réforme de la santé, qui met l'accent sur la prévention afin de couvrir de manière globale tous les facteurs qui influencent la santé.

Soumis au débat au Congrès en février dernier, il a été approuvé en mai dernier lors de sa première discussion à la Chambre des représentants. Mais l'opposition a tenté par divers moyens de retarder le processus, ce qui met en péril une proposition favorable à tous les Colombiens.

Les autorités rappellent que le débat est nécessaire car, soulignent-elles, la Colombie mérite une bonne discussion qui profite à tous.

Petro a assuré que le système de santé qui résultera de cette loi est planifié, avec une forte présence de l'État, qui autorise également les soins de santé privés, et qu'il fournira une couverture à l'ensemble de la société colombienne.



Radio Habana Cuba